

<https://pierre-alainmillet.fr/2000-milliards-l-arme-de>



2000 milliardsâ€¦ l'arme de destruction massive des mobilisations sociales

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : mercredi 25 juin 2014

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Intervention pour le groupe communiste dans le débat sur le compte administratif et le budget supplémentaire.

Madame le maire, cher(e)s collègues

Le vote du compte administratif est une nouvelle fois l'occasion de constater que la ville tient ses engagements, les projets sont réalisés, et qu'elle le fait sans peser sur la fiscalité, en réduisant la dette, et en maintenant ses missions de services publics. Bref, une ville bien gérée et efficace !

Sans doute devrait-on proposer au gouvernement de s'en inspirer ! A vrai dire, il faut être honnête, ce n'est pas le cas seulement de la ville de Vénissieux, c'est aussi le cas du Grand Lyon, qui capte il est vrai toute la dynamique économique, dont celle de Vénissieux, mais aussi d'autres collectivités locales, qui au total, même avec des collectivités moins bien gérées que Vénissieux, notamment gérées par la droite, championne pour dénoncer les dépenses publiques, mais championne le plus souvent de la gabegie, au total donc, représentent 10% seulement de la dette publique, alors qu'elles réalisent 72% de l'investissement public !

Mais les gouvernements successifs ne connaissent visiblement qu'une seule politique, le plan de rigueur ! Barre en 1977, Mauroy en 1983 qui devait "changer la vie", Juppé en 95 après la campagne de Chirac contre la fracture sociale, Fillon en 2011 dénonçant une France en faillite, Ayrault en 2013, pour le « changement c'est maintenant », puis Valls en 2014. Et les chiffres explosent : 3 milliards, 11 milliards, 50 milliards. C'est à qui osera le plus grand montant de réductions de dépenses. Et plus les plans de rigueur s'envolent, plus les arguments pour faire peur s'envolent aussi. Le dernier slogan à la mode. « *vous vous rendez compte, la dette de la France a atteint 2000 Milliards d'Euros, ce n'est plus possible* »

Ce qui est extraordinaire, c'est que plus ils annoncent des plans de rigueur, plus la dette grossit ! Et vous savez que les champions sont les USA dont on ne sait plus trop à quel sommet stratosphérique leur dette culmine, sachant qu'ils la regardent sans stress puisqu'ils possèdent la machine à faire de l'argent mondial que nous sommes obligés d'accepter. On peut noter que l'Euro ne nous en protège absolument pas. En France, on ne sait pas jusqu'où ça peut aller mais on sait qui va payer et quelles sont les conséquences : moins de solidarité, moins de service public, moins de fonctionnaires, plus de privatisations !

2000 milliards, vous vous rendez compte ma bonne dame ! Le chanteur Tachan commenterait « leur faudrait une bonne guerre » ! Pourtant, les propositions alternatives ne manquent pas ! Comme celle d'un économiste de la revue *Challenges*, peu suspecte de sympathies communistes, qui propose une taxe de 17 % sur le capital des Français, taxe qui supprimerait d'un seul coup tout l'endettement public. Et oui, une taxe de 17% en 2015 suffirait ! Car si l'état est endetté, les Français sont riches, enfin certains, dont les oligarques nationalistes qui viennent ici nous parler du peuple !

Et en rentrant plus profondément dans la machine économique, on trouve le fonds de l'affaire. Ce n'est pas le coût du travail qui crée la dette, ce ne sont pas non plus les dépenses sociales utiles, c'est la priorité accordée aux revenus du capital sur les revenus du travail. Une étude du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques pour l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) compare précisément à partir des comptes de la nation, le prélèvement sur l'activité économique que réalise les détenteurs de capitaux. Sur les 200 milliards d'investissements annuels en France, près de la moitié correspond aux prélèvements financiers, à ce qu'il faut bien appeler le "coût du capital". D'ailleurs, c'est un certain Karl Marx qui disait il y a longtemps que le seul état

efficace et qui ne créerait pas de dette, ce serait un état dirigé par les ouvriers, un autre dirait, dirigé par les ménagères, tant il est vrai que les ouvriers ne demandent qu'à vivre dignement et solidairement et n'ont aucun intérêt à détenir des créances de l'état, contrairement à toutes les oligarchies qui en viventâ€¦

Mais si tout le monde vous parle du coût du travail, en vous menaçant de licenciement, restructurations, précarité, privatisationâ€¦ personne ne vous parle du coût du capital, car ils sont peu nombreux, ceux qui en bénéficientâ€¦ Et ils veulent que le chacun pour soi s'impose, car le chacun pour soi dans nos vies, c'est en fait, le chacun pour eux, les oligarques, les privilégiés !

La république et son compromis social garantissait des droits, l'égalité du territoire, un statut social pour (presque) tous, une chance de progresser dans la vie, avec l'école, la formation professionnelle, une sécurité face à la maladie, l'isolement, les restructurations économiques. Tout est détruit, tout s'accélère. C'est la stratégie du choc à la Thatcher, que Sarkozy imitait en France, avant que Hollande ne passe à la vitesse supérieure avec les "choc de compétitivité", "choc de simplification", "choc fiscal" et autre "pacte de responsabilité"â€¦

Bien sûr, de nombreux Français se disent : "ça ne peut plus durer, je paie trop d'impôts, mes factures sont trop élevées, je ne m'en sors plus ! Et beaucoup en concluent : "il faut supprimer massivement des dépenses publiques".

Mais quand ils cherchent une place en crèche pour un petit-enfant, en maison médicalisée pour un aïeul, un centre de soin pour un invalide, ou plus simplement un logement accessible et digne pour eux-même, ils se tournent avec colère vers les institutions en disant "qui s'occupe de nous" ?

Il faut dire et répéter que plus on impose l'austérité au travail et aux services publics, plus on libère les largesses et les gabegies du capital et des banques !

Oui, comme la majorité de ce conseil l'a exprimé lors de la précédente séance, nous refusons que le budget de notre Ville soit rogné pour financer la spéculation sur les monnaies, le soutien aux banques et aux multinationales, une politique militariste.

Nos habitants sont attachés au choix de notre ville d'assurer le service public nécessaire contre les inégalités aggravées par l'austérité. A Vénissieux ils l'ont clairement exprimés pour tenir le cap à gauche.. Nous les appelons à se mobiliser et à s'exprimer avec force pour obliger le gouvernement à les entendre.